

Les crédits

M. Ferguson: Monsieur le Président, je remercie le député de me poser cette question. Il est évident que l'harmonisation de la réglementation qui s'est effectuée depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs s'est traduite par un nivellement des normes vers le bas, au niveau des normes américaines. Les Canadiens ne peuvent plus prétendre avoir adopté les normes de qualité les plus élevées du monde, non seulement en ce qui concerne les fruits et légumes, mais aussi les grains.

Nous nous inquiétons tout autant du fait que le gouvernement pourrait, par le truchement du libre-échange, mettre en place un système en vertu duquel on pourrait faire entrer au Canada du grain sans en déclarer la catégorie ni la qualité. Tout ce qu'il faut, c'est un certificat d'utilisateur final. Il pourrait arriver qu'en faisant entrer au Canada du grain de très mauvaise qualité on veuille saper la structure de prix en vigueur sur notre marché. Il conviendrait donc de veiller à ce que la catégorie et la qualité du grain importé figurent sur le certificat d'utilisateur final.

Je voudrais aussi parler brièvement de la disposition de retour au taux de droit NPF. Le député a tout à fait raison en ce qui concerne la récolte des fruits, de celle des fraises, des cerises et des pêches en particulier, parce que la structure de prix est établie au début de la récolte. Advenant le dumping de quelques chargements de fruits de mauvaise qualité, les prix s'effondreraient et ne se relèveraient pas jusqu'à la fin de la récolte, frappant durement nos producteurs, voire les acculant à la faillite.

• (1600)

J'ai cité il y a quelques instants les paroles d'un député que j'ai écouté attentivement vendredi dernier. Il a parlé de la concentration du pouvoir sur les marchés, de la toute-puissance des multinationales et de ses effets sur l'agriculture canadienne. Il est catégorique: les producteurs doivent avoir sur le marché le pouvoir nécessaire pour résister à cette domination. Ce n'est que grâce aux structures que nous avons établies au Canada, aux offices de commercialisation, que nous pouvons y arriver. Ce serait un crime que de les abolir, comme ce gouvernement est en train de le faire.

M. Gustafson: Monsieur le Président, j'ai seulement quelques commentaires à faire sur les remarques du député de Lambton—Middlesex. Premièrement, il est

évident qu'il n'est pas familier avec la situation des prairies de l'Ouest en ce qui concerne surtout le blé, le blé dur et les exportations de blé dur aux États-Unis. Nous avons exporté des quantités records de blé dur de la meilleure qualité. De plus, les agriculteurs canadiens peuvent soutenir la concurrence sur le marché extérieur. Nous produisons, sans aucun doute, le meilleur blé roux vitreux de printemps du monde. Bien que nous ayons connu des problèmes sur le marché international—personne n'en doute—aucun gouvernement canadien n'a jamais défendu les intérêts des agriculteurs aussi bien que le gouvernement actuel. Le député aurait avantage à se documenter un peu mieux avant de parler ainsi.

M. Ferguson: Monsieur le Président, je voudrais dire à mon collègue de l'autre côté que je suis un producteur de blé, même si je ne produis pas du blé dur. En fait, environ 186 000 tonnes ont été exportées aux États-Unis cette année. Cette augmentation considérable sur les années précédentes est précisément attribuable à l'excellente qualité de ce blé qui fait honneur aux agriculteurs canadiens qui l'ont produit.

Je voudrais lui dire aussi que cinq organisations agricoles des Prairies ont écrit au ministre de l'Agriculture pour lui demander de répliquer à cette mesure américaine. Il ne l'a pas encore fait. Je demanderais à mon collègue de l'autre côté de presser le ministre de l'Agriculture et ses deux assistants d'agir au plus tôt. Ils ont trois ministres à temps partiel. J'espère qu'à eux trois ils mettront fin à ces mesures et qu'ils protégeront les intérêts de nos producteurs canadiens.

M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River): Monsieur le Président, je suis heureux d'intervenir à nouveau à la Chambre pour parler de l'avenir de l'agriculture et dénoncer les mesures du gouvernement actuel qui définissent un environnement beaucoup plus difficile et incertain pour les localités agricoles du Canada.

Aujourd'hui tout particulièrement, il est intéressant de voir que nous nous mettons enfin à parler de façon concertée des répercussions de l'Accord de libre-échange récemment conclu et qui est mis en oeuvre depuis maintenant presque un an. Je pense que certains des arguments en faveur de l'accord commencent vraiment à se retourner contre le gouvernement, surtout dans le monde agricole.